

A propos de l'affaire Coignon...

Le Soir, 17 août 1994

Un ancien lieutenant (des pompiers) belge est actuellement en prison à Bujumbura et sa détention contribue à aiguïser la crise politique au Burundi, caractérisée par le manque de confiance entre les parties.

À ce sujet, le ministre de l'Intérieur du Burundi, Léonard Nyangoma, nous a adressé la mise au point suivante.

Pour commencer, je récusé entièrement votre accusation selon laquelle j'aurais "recruté en Belgique" un détective privé belge, au nom de Jean Coignon. Je vous affirme publiquement et par la présente que, à l'époque où j'ai séjourné en Belgique, je n'ai jamais rencontré le personnage dont vous parlez. Je n'ai pris connaissance de son existence que grâce aux révélations de la presse burundaise, tirées d'informations en provenance des services du Procureur général de la République du Burundi, Monsieur Butasi Jean Bosco. Étant donné mes convictions démocratiques, je ne puis guère entretenir de contacts avec l'an-

ancien dictateur et président Bagaza, ou avec ses "relations" tel M. Jean Coignon. En plus, en ma qualité de secrétaire national du parti "Sahwahnya Frodebu" chargé de la propagande et du recrutement, je puis vous assurer avec conviction que le Frodebu est un parti uni et discipliné. Il ne compte guère en son sein de "durs" ni "modérés" car tous ses militants sont rassemblés autour des idéaux démocratiques de notre parti. Ils soutiennent nos actions et nos prises de position. Par conséquent, je vous apprends que je ne suis guère "en délicatesse" avec mes collègues du Frodebu. Prétendre l'inverse, c'est jouer le jeu de nos adversaires politiques burundais qui ne cherchent qu'à nous diviser.

Prenons acte du fait que M. Nyangoma affirme ne pas connaître le Belge Jean Coignon. Tant mieux car celui-ci est un homme au passé chargé : il a longtemps bourlingué en Afrique où il a notamment travaillé pour la DGSE française et a, entre autres, tenté de rapatrier vers la

République centrafricaine la fortune et les documents déposés par l'ex-empereur Bokassa dans des coffres suisses ; il a aussi été mêlé à un trafic d'argent entre l'Unita angolais et des compagnies pétrolières ainsi qu'à des tentatives de ventes d'armes belges au Burundi à l'époque du président Bagaza.